livry-Cargan

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE ARRÊTÉ TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT : MANIFESTATION SPORTIVE 24 SITES POUR 2024 - 2024

N° 2024- 4.82

Livry-Gargan, le 1 0 JUIN 2024

Le Maire de Livry-Gargan;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2212-2, L2213-1 à L2213-6 et L2521-2 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L110-1 ; L200-1, L221-2, L221-5, L221-6 et L221-8 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants et L2125-1 :

Vu le code de la route et notamment son article R 417-10;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code pénal et notamment son article R610-5;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 9-1 :

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié, relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes, notamment le huitième livre, la signalisation temporaire :

Vu le règlement général de la voirie communale et des voies privées ouvertes à la circulation publique ;

Vu l'arrêté n°2020-201 du 29 mai 2020 portant réouvertures des parcs, squares et jardins communaux ;

Vu la demande du service des sports du 04 juin 2024 tendant à obtenir l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour l'organisation d'une animation sportive, dénommée "24 SITES POUR 2024", le dimanche 16 juin 2024 ;

Les dégâts éventuels causés au domaine public seront réparés aux frais de l'occupant, faute de ne pas exécuter ces réparations, la Ville les fera exécuter aux frais de l'occupant.

Article 12 : L'occupation est accordée à titre gratuit dans la mesure où les associations concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Toutefois, cette occupation à titre gratuit est constitutive d'une subvention au sens de l'article 9-1 de la loi n°321 2000 du 12 avril 2000 susvisée.

<u>Article 13 :</u> Les contrevenants au présent arrêté seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 14: Un exemplaire du présent arrêté est relié au registre des arrêtés municipaux.

Article 15 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Madame la commandante du commissariat ;
- Monsieur le commandant de l'unité territoriale de la gendarmerie nationale territorialement compétent ;
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques ;
- Monsieur le Directeur des Sports ;
- Monsieur le chef de la police municipale ;
- Monsieur le commandant de la brigade des sapeurs-pompiers ;
- Etablissement Public Territorial du Grand Paris Grand Est Gestion Déchets :
- Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis Direction de la Voirie et des Déplacements - 7/9, rue du 8 Mai 1945 - 93190 Livry-Gargan;

Chacun en ce qui le concerne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux dans le délai de deux mois suivant sa publication, auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Livry-Gargan - 3, place François-Mitterrand - BP 56 - 93891 Livry-Gargan Cedex;
- d'un recours contentieux dans le délai de deux mois suivant sa publication devant le tribunal administratif de Montreuil - 7, rue Catherine Puig - 93100 Montreuil. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyen accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Pierre-Mves MARTIN Maire de Livry-Gargan Conseiller départemental